CES TEMPÊTES **AU-DESSUS DE NOS TÊTES**

st-il normal qu'un petit garçon de 8 ans, le soir, en se couchant, dise à sa mère dans un murmure: « Je ne suis pas sûr d'avoir envie de vivre s'il doit faire aussi chaud dans le futur »? Est-il normal que, en 2022,

les patrons de trois grandes entreprises d'énergie lancent un appel aux Français pour leur demander de diminuer leur consommation d'énergie afin de prévenir des pénuries et des troubles sociaux durant l'hiver suivant? Il y a longtemps que s'est évanoui le rêve d'un monde apaisé, prospère et porté par un progrès continu. Mais qui aurait imaginé, à l'aube de ce XXI^e siècle, que, vingt ans plus tard, nous serions confrontés à une conjonction de crises dont le point commun est qu'elles nous donnent l'impression de nous trouver démunis, sans

aucune prise sur les événements? Le contraire absolu de la promesse républicaine d'une maîtrise collective de son destin par un peuple souverain.

Non pas que nous ayons cru que l'État tout-puissant allait nous protéger de tout... Encore que... Il y a dans l'inconscient français cette idée que l'État, émanation de la volonté des citoyens, a le pouvoir d'assurer la liberté et l'égalité de tous, et que la France, longtemps cinquième puissance économique mondiale, ne court pas le risque de subir les aléas

qui frappent les pays moins favorisés par le sort et l'Histoire. D'où la souffrance et la colère des citoyens en découvrant ce qu'ils vivent comme un déclassement.

« Rien à voir, diront ceux qui refusent à toute force de regarder la réalité en face. Ces phénomènes nous dépassent, nous n'avons aucune prise sur eux! » C'est en partie vrai. La guerre aux portes de l'Europe relève d'un choc des empires dont les Européens sont les spectateurs impuissants. À ceci près que nous avons accepté de n'être plus que des pions dans ce jeu. Nous avons accepté que les États-Unis, au sortir de la guerre froide, maintiennent à toute force l'Otan, qui n'avait plus d'objet réel. Nous avons accepté de ne jamais définir en tant qu'Européens les intérêts qui étaient les nôtres et qui ne rencontraient pas forcément ceux de notre protecteur proclamé. Aujourd'hui, la situation s'envenime, des intérêts divers, nationaux ou financiers, semblent vouloir prendre le risque de l'embrasement généralisé, et nous continuons collectivement à nous rejouer la Seconde Guerre mondiale pour le confort de nous sentir des résistants.

Mais cette guerre, avec ses conséquences économiques en cascade, vient surtout s'ajouter à d'autres crises dont les ravages se feront sentir non pas dans les mois qui viennent mais au moins dans la décennie qui vient. L'inflation, bien sûr, est en partie la conséquence des sanctions imposées à la Russie par une Union européenne qui trouvait ringard et vulgaire de se poser la question de sa souveraineté énergétique. Mais elle relève – a minima – de deux autres facteurs : les conséquences de la pandémie de Covid sur les chaînes d'approvisionnement et l'augmentation des coûts de production du fait de la transition climatique. On peut se faire croire que la première de ces causes disparaîtra bientôt, mais elle a surtout montré l'inanité de ce modèle de division mondiale du travail qui prévalait et s'amplifiait depuis les années 1970 avec la bénédiction de gouvernants plus préoccupés du cours de Bourse des multinationales que du niveau de vie des classes moyennes et populaires des pays développés.

LE MONDE QUI VIENT RÉCLAME DE NOS DIRIGEANTS QU'ILS REVIVIFIENT LE PACTE DÉMOCRATIQUE LES LIANT AU PEUPLE QUI LES A PORTÉS AU POUVOIR. Quant à la seconde de ces causes, elle ne fera que s'étendre. Les investissements nécessaires pour modifier radicalement notre modèle de développement sont de nature à bouleverser nos équilibres économiques. Habitat, urbanisme, aménagement du territoire... tout doit être pensé à l'aune des nouveaux impératifs. Et, plutôt que de culpabiliser les individus à coups de taxes et de catéchisme vert, sans doute faudrait-il se soucier de l'absurdité d'un système économique fondé sur la consommation comme moyen

d'entretenir une croissance décorrélée des emplois et ne permettant plus le moindre « ruissellement » dans un monde de libre circulation des capitaux.

Les banques centrales s'apprêtent à répondre à l'inflation avec l'arme classique, la remontée des taux d'intérêt, dont la principale conséquence sera la stagnation. Elle n'empêchera en rien une inflation due essentiellement à une pénurie de matières premières et à un blocage des chaînes d'approvisionnement. Mais, en France, elle amplifiera la crise du logement, dont on attend en vain que les politiques y apportent une réponse.

Le monde qui vient réclame de nos dirigeants qu'ils prennent la mesure des changements de paradigme, mais pas seulement. Ils doivent également comprendre que la seule chance de ne pas voir ces crises multiples provoquer le chaos consiste à revivifier en permanence le pacte démocratique les liant au peuple qui les a portés au pouvoir.

Voilà pourquoi le petit jeu auquel nous assistons depuis le second tour des élections législatives, cette façon de contourner le message des urnes en espérant à toute force que quelques arrangements permettront de ne surtout rien changer, est pire qu'un crime : c'est une faute. ■